



**HAL**  
open science

## Le nationalisme catalan et l'enjeu européen aux XXe-XXIe siècles

Hélène Dewaele Valderrábano

► **To cite this version:**

Hélène Dewaele Valderrábano. Le nationalisme catalan et l'enjeu européen aux XXe-XXIe siècles. Histoire, économie et société, 2021, 40 (3), pp.82-100. 10.3917/hes.213.0082 . hal-03990477

**HAL Id: hal-03990477**

**<https://hal.sorbonne-universite.fr/hal-03990477>**

Submitted on 1 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le nationalisme catalan et l'enjeu européen aux XX-XXI<sup>e</sup> siècles

Hélène Dewaele Valderrábano

Sorbonne, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe

### Résumés

De l'intégration européenne de l'Espagne à 2012, la Catalogne était devenue l'une des références de l'action des régions à Bruxelles. Depuis lors, les nationalistes catalans ont pour stratégie de mettre à l'ordre du jour des chancelleries européennes le « droit de décider ». La fuite de Puigdemont à Bruxelles, à l'issue du référendum d'octobre 2017 et de l'éphémère déclaration d'indépendance, met l'UE dans l'embarras. La sentence de la Cour suprême d'octobre 2019 condamnant les indépendantistes a donné lieu à des violences urbaines. L'élection de Pedro Sánchez avec le soutien de ERC permettra-t-elle de trouver une solution politique ? Rien n'est moins sûr car l'avenir institutionnel se joue à plusieurs échelles, entre Catalans, entre l'État et la Catalogne, entre les 17 communautés autonomes et les États-membres de l'UE.

*Ever since Spain's integration into the European Union right up until 2012, Catalonia had become one of the leading references for regional action in Brussels. As a result, the Catalan nationalists have been pursuing their strategy of getting the issue of the « right to decide » on the agenda of every European chancellery. Puigdemont's flight to Brussels following the October 2017 referendum and the short-lived declaration of independence has put the EU in a difficult position. The Supreme Court's October 2019 sentence condemning the independentists unleashed urban violence. Will the election of Pedro Sánchez, with the support of the Republican Left of Catalonia (ERC), make a political solution possible? Nothing could be less certain as the institutional future will play out at several levels, between the Catalan people, between the State and Catalonia, and between the 17 autonomous communities and the EU member states.*

### Entrées d'index

**Mots-clés :** indépendantisme, crise, Espagne, nationalisme catalan, référendum d'autodétermination, déclaration unilatérale d'indépendance, Union européenne

**Keywords :** *separatism, crisis, Spain, Catalan nationalism, self-determination referendum, Unilateral declaration of independence, European Union*

Dans une tribune virulente adressée à l'Europe en mai 2018, José Ignacio Torreblanca, professeur de Sciences Politiques à l'UNED, éditorialiste du quotidien *El País* puis de *El Mundo*, dénonce ce qu'il nomme « la stratégie de victimisation du nationalisme catalan » qui « tente de convaincre le reste du monde de l'existence d'une nation opprimée (la Catalogne) par un État autoritaire (l'Espagne) au cœur de l'Europe démocratique<sup>1</sup> ». Il faut dire que ni les nationalistes catalans, ni les unionistes ne font dans la demi-mesure lorsqu'il s'agit de

---

<sup>1</sup> José Ignacio Torreblanca, « Lettre d'Europe : Le suprémacisme catalan est inquiétant », *Le Soir*, 27 mai 2018 ; voir aussi, *Tribune de Genève*, 28 mai 2018.

disqualifier le camp adverse sur la scène internationale. Pourtant, jamais, jusqu'à 2012, les représentations successives du gouvernement autonome catalan à Bruxelles n'avaient revendiqué l'indépendance de la Catalogne. À l'instar de leurs homologues européens, les nationalistes catalans avaient à cœur de montrer qu'ils étaient pacifiques, démocratiques et européistes. Quels sont les facteurs susceptibles d'expliquer la radicalisation du nationalisme catalan et la stratégie d'internationalisation du conflit ? Dans quelle mesure y a-t-il mimétisme et émulation entre nationalismes régionaux en Espagne et en Europe aux XX<sup>e</sup> et au XXI<sup>e</sup> siècles ? Nous distinguerons trois périodes pendant lesquelles le processus de construction nationale en Catalogne s'est accompagné d'une forte mobilisation sur la scène européenne. En premier lieu, nous évoquerons les différentes initiatives développées par les nationalistes catalans entre 1914 et 1938, de la constitution de la *Mancomunitat de Catalunya* à la dissolution du statut d'autonomie. Dans un deuxième temps, nous nous attacherons à analyser l'ère de Jordi Pujol, à la tête de *Convergència i Unió* et la constitution d'un réseau de délégations européennes. Enfin, nous évoquerons les origines de la radicalisation nationaliste sous l'égide du gouvernement tripartite (ERC, PSC, ICV<sup>2</sup>) de Pasqual Maragall, la revendication du « droit de décider » à Bruxelles par Artur Mas puis la stratégie européenne de Puigdemont<sup>3</sup>.

Le nationalisme catalan<sup>4</sup>, qui s'inscrit dans une vague de nationalismes émergents, ici et là, en Europe, au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, prend racine dans une région à la fois ouverte sur le monde extérieur et consciente de son fait différentiel. D'une part, son accès à la Méditerranée et sa proximité avec la France et l'Europe en font, de fait, le vecteur par lequel entrent en Espagne un certain nombre de courants idéologiques, notamment le fédéralisme (Pi y Margall traduit, en 1868, *Du Principe fédératif* de Proudhon), le socialisme utopique (Étienne Cabet influence Narcís Monturiol<sup>5</sup>), le traditionalisme (Joseph de Maistre et Louis de Bonald sont des références pour Jaime Balmès) et le maurrassisme dont Eugenio d'Ors est un admirateur. D'autre part, sa révolution industrielle précoce, la force de sa bourgeoisie et la politisation de sa classe ouvrière semblent rattacher la Catalogne à la modernité européenne. Mais, surtout, la redécouverte de son histoire et de sa langue s'avère déterminante dans la construction du nationalisme catalan, qui se réapproprie un héritage culturel oublié.

Dès ses origines, le nationalisme catalan se conjugue au pluriel, recouvrant l'ensemble du spectre politique<sup>6</sup>. Le courant conservateur incarné par la *Lliga regionalista*, fondé par Enric

---

<sup>2</sup> Respectivement *Esquerra Republicana de Catalunya*, *Partit dels Socialistes de Catalunya*, *Iniciativa per Catalunya Verds*.

<sup>3</sup> La dictature franquiste, qui se caractérise par la négation des identités nationales autres que la castillane, mérite une étude spécifique dans le cadre des relations entre nationalistes catalans et projet européen. Ceux-ci s'avèrent en effet divisés et, un temps, immobiles. Lorsqu'ils s'expriment enfin, lors du Congrès de Munich, en 1962, c'est davantage en tant qu'opposants à la dictature qu'en tant que nationalistes.

<sup>4</sup> S'il est communément admis que le catalanisme renvoie au mouvement culturel de la *Renaixença* apparu dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le terme « nationalisme catalan » peut revêtir différentes acceptions selon les auteurs. Englobant tout le spectre politique mais connoté, on pourra lui préférer « catalanisme politique ». La différence principale entre le « catalanisme politique » et le « nationalisme catalan » est donc une question de degré et de contexte historique.

<sup>5</sup> Voir Genís Barnosell Jorda, « Les admirateurs catalans d'Étienne Cabet : républicains et communistes à Barcelone, 1838-1856 », *Le Mouvement Social*, n°251, 2015/2, p. 133-147.

<sup>6</sup> Il y eut, par exemple, un catalanisme traditionnaliste incarné par Josep Torras i Bages, auteur de *La tradició catalana*, Barcelona, 1892. Plus récemment, les coalitions électorales qui ont réuni nationalistes de gauche et de

Prat de la Riba et Francesc Cambó, domine la vie politique jusqu'en 1917 et reste déterminant jusqu'au coup d'État du général Primo de Rivera en septembre 1923. L'aile gauche qu'avait incarné Valentí Almirall depuis le *Centre català* se reconstitue, en 1904, autour de l'hebdomadaire *El Poble Català*. Comme l'a bien analysé l'historien Enric Ucelay Da Cal<sup>7</sup>, la *Lliga* se projetait dans le cadre national et assumait un projet impérialiste. Elle se voyait comme la tête pensante d'une fédération ibérique des différentes nations qui composent la péninsule. Le nationalisme catalan, on le sait, a pour marqueur identitaire une langue, un territoire, une histoire et des institutions propres. On a coutume de le distinguer du nationalisme basque, en soulignant que la dimension ethnique en serait absente. Or, un certain nombre de travaux nuancent cette thèse<sup>8</sup>. Il existe un racisme plus diffus mais explicite dans les textes fondateurs du nationalisme catalan. Il en est ainsi de certains textes de Valentí Almirall<sup>9</sup> qui distingue clairement, en 1887, la race « pyrénéenne » de la castillane, dans *L'Espagne telle qu'elle est* :

« Une grande variété de races diverses ont pris racine dans notre péninsule sans jamais se confondre. À une époque plus rapprochée, deux groupes se sont constitués : le groupe castillan et le groupe basque-aragonais ou pyrénéen [...]. Le groupe central méridional, sous l'influence du sang sémitique qu'il doit à l'invasion arabe, se distingue par son esprit rêveur [...]. Le groupe pyrénéen, issu des races primitives, se montre beaucoup plus positif. Son génie est analytique<sup>10</sup>. »

C'est également le cas de Pompeu Gener<sup>11</sup>, qui propose une définition ethnociste de la nation, de Pere Bosch-Gimpera<sup>12</sup>, de Bartomeu Robert<sup>13</sup>, d'Enric Prat de la Riba, d'Antoni

---

droite au sein de *Junts pel Sí*, notamment, lors du scrutin de 2015, ont pu laisser croire à un public non averti que le nationalisme catalan était fait d'un seul bloc. Or, cinq des sept partis représentés, jusqu'alors, au parlement étaient nationalistes : CiU (*Convergència i Unió*), ERC (*Esquerra republicana de Catalunya*), ICV (*Iniciativa per Catalunya Verds*), CUP (*Candidatura d'unitat popular*) et PSC (*Partit dels Socialistes de Catalunya*). L'étude du rapport des nationalistes catalans à l'Europe sur la longue durée, dans un cadre restreint, nous a obligé à opérer un choix ; nous suivons donc le parcours des deux courants les plus emblématiques du nationalisme catalan, le centre-droit de la *Lliga* puis de CiU et celui de ERC. La troisième voie représentée par le PSC, fédéraliste, peu visible dans un contexte de radicalisation des forces en présence, ne sera donc qu'évoquée à la marge.

<sup>7</sup> Voir Enric Ucelay-Da Cal, *El imperialismo catalán. Prat de la Riba, Cambó, D'Ors y la conquista moral de España*, Barcelona, Ehesa, 2003.

<sup>8</sup> Voir Francisco Caja, *La raza catalana*, 2 vols., Madrid, Ediciones Encuentro, 2013 ; Ucelay Da Cal, *El imperialismo catalán, op. cit.*, p. 268-294 ; Manuelle Peloille, Serge Buj, Cyril Trépier, *L'indépendantisme catalan en question*, Neuilly-sur-Seine, Atlante, 2018, p. 58-61.

<sup>9</sup> Valentí Almirall (1841-1904) est le fédéraliste catalan qui est à l'origine de la politisation du catalanisme issu de la *Renaixença* culturelle. Il est notamment l'auteur de *Lo Catalanisme* (1886) où il développe les fondements scientifiques et les bases politiques du catalanisme politique. Valentí Almirall fut également l'un des rédacteurs du *Memorial de Greuges* (Mémoire pour la défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne), présenté au roi en 1885. Il s'était éloigné de Pi i Margall, dans la mesure où ce dernier défendait un fédéralisme catalan subordonné à l'espagnol.

<sup>10</sup> Valentí Almirall, *L'Espagne telle qu'elle est*, Paris, Albert Savine Éditeur, 1887, p. 285 sq.

<sup>11</sup> Dans *Heregias* (1887) et dans *La cuestión catalana* (1903), Pompeu Gener (1848-1920) s'efforce de montrer la supériorité de la race catalane, en ce qu'elle est aryenne, contrairement à la castillane, fruit de métissages sémites. A ce titre, la Catalogne, écrit-il, est bien européenne.

<sup>12</sup> Ethnologue, spécialiste de la préhistoire, Père Bosch Gimpera (1891-1974) fut recteur de l'Université de Barcelone et conseiller de la Generalitat sous la présidence de Lluís Companys. Son ouvrage de référence, publié en 1932 et intitulé *Etnologia de la Península ibèrica*, est régulièrement cité par les nationalistes catalans, dont Jordi Pujol.

<sup>13</sup> Le docteur Bartomeu Robert (1842-1902) a non seulement présidé plusieurs institutions culturelles, dont l'*Ateneu* de Barcelone, mais a été également maire de la ville et député aux Cortes sous la bannière de la *Lliga*.

Rovira i Virgili<sup>14</sup> ou encore de Daniel Cardona i Civit<sup>15</sup>. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ils s'inscrivent dans la mouvance des théories racistes de la Société d'Anthropologie de Paris, mais ce qui pourrait surprendre est que l'on puisse en trouver des avatars au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, voire au XXI<sup>e</sup> siècle, dans des discours de Jordi Pujol, d'Oriol Junqueras<sup>16</sup> et de Quim Torra<sup>17</sup>, notamment. Bien que le racisme ne constitue pas un marqueur central du nationalisme catalan, les critères anthropologiques et génétiques sont régulièrement convoqués pour défendre une catalanité plus proche de l'Europe que de l'Espagne métissée<sup>18</sup>.

### **La question des minorités nationales : un contexte propice pour le nationalisme catalan ?**

À la faveur de la doctrine de Wilson sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », les nationalistes catalans tentèrent de lier la question catalane au mouvement des minorités à l'issue de la Première Guerre mondiale. Stéphane Michonneau souligne que la guerre a « précipité la fermentation des idéaux autonomistes<sup>19</sup> » et que, dès 1914, le jour de la *Diada*<sup>20</sup>, fête nationale catalane, circulaient des tracts mettant sur un pied d'égalité les revendications nationalistes de l'Irlande, la Serbie, la Bohême, la Pologne et l'Italie.

À l'échelle nationale, les Catalans avaient réussi à obtenir la constitution, en avril 1914, d'une *Mancomunitat*, association des provinces de Barcelone, Lérida, Gérone et Tarragone, pour des questions administratives. À la tête de cette institution, la *Lliga* élaborait un programme de nationalisation de la Catalogne – initiée par la députation de Barcelone avec la fondation de l'*Institut d'Estudis Catalans* en 1907 – et son œuvre fut considérable sur le plan culturel et pédagogique, avec l'ouverture de la *Biblioteca de Catalunya*, de bibliothèques populaires et d'instituts universitaires, comme l'*Escola Industrial*, l'*Escola del Treball* et l'*Escola de Funcionaris d'Administració Local*. La *Mancomunitat* sut renforcer le sentiment d'une particularité catalane et montrer la viabilité d'une autonomie régionale.

Persuadées que le nationalisme catalan était suffisamment mûr pour revendiquer « la supériorité de la Catalogne en Espagne et la place qui lui revenait en Europe<sup>21</sup> », les différentes sensibilités du catalanisme politique déployèrent une intense activité de propagande à

---

<sup>14</sup> Juriste, journaliste et homme politique, Antoni Rovira i Virgili, fonde le parti *Acció Catalana* en 1922 puis milite dans *Esquerra Republicana de Catalunya* sous la Seconde république. Il fut l'un des protagonistes de l'internationalisation de la question catalane, en souhaitant coordonner l'activité des différentes mouvances catalanistes dès 1914.

<sup>15</sup> Daniel Cardona i Civit (1890-1943), surnommé « l'Irlandais », était partisan de la voie insurrectionnelle et s'intéressait de près aux nationalismes régionaux en Europe.

<sup>16</sup> Dans l'article intitulé « Proximitats genètiques », publié dans *Avui*, le 27 août 2008, on pouvait lire sous la plume d'Oriol Junqueras : « Les Catalans sont plus proches génétiquement des Français que des Espagnols ».

<sup>17</sup> « Catalogne : Quim Torra, un indépendantiste pur et dur choisi par Puigdemont », *Le Point*, 14/05/2018.

<sup>18</sup> « Los tuits xenófobos de Quim Torra », *El País*, 12/05/2018. Voir également les polémiques autour de la publication du texte « La llengua i las besties », *El Món*, 19/12/2012, et de l'utilisation de l'expression « race catalane » par Mariàngela Vilallonga, conseillère à la Culture de la *Generalitat* : « No fue un lapsus linguae », *ABC*, 04/02/2020.

<sup>19</sup> Stéphane Michonneau, *Barcelone. Mémoire et identité 1830-1930*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 183.

<sup>20</sup> L'élaboration de cette tradition remonte aux années 1901-1905 lorsque des fleurs sont déposées, le 11 septembre, au pied de la statue de Rafael Casanova, gouverneur de la place de Barcelone, partisan des Habsbourg lors de la guerre de succession.

<sup>21</sup> Joan Estelrich, *Per la valoració internacional de Catalunya. Conferència donada el 15 de març de 1920 a l'Associació Catalanista de Valls*, Barcelona, Biblioteca Catalana, 1920

destination des Alliés<sup>22</sup>. Dès le début du conflit mondial, Antoni Rovira i Virgili insista sur la nécessité de donner une visibilité internationale à la Catalogne, en se démarquant de la neutralité officielle du régime de la Restauration. D'autres intellectuels espagnols se joignirent au projet, sans toutefois défendre les aspirations catalanistes, afin de donner une image plus libérale de l'Espagne. Pour Rovira i Virgili, la Première Guerre mondiale se résumait à un affrontement entre partisans et détracteurs du principe des nationalités, à un combat contre les vieux empires autoritaires. Défendre la France, matrice du principe, pouvait, pensait-il, servir les intérêts catalanistes. Dans cet objectif, il contribua à la revue *Iberia*, lancée en avril 1915, qui devait créer un courant d'opinion favorable aux Alliés. Deux numéros spéciaux sont particulièrement éloquentes : l'un consacré à Joffre, l'enfant de Rivesaltes, héros catalan de la Marne<sup>23</sup> ; l'autre, consacré aux volontaires catalans enrôlés dans la Légion étrangère française<sup>24</sup>.

Le mythe des douze mille Catalans<sup>25</sup> est, en effet, élaboré par l'aile radicale des nationalistes catalans, qui fonde à Paris le *Comitè Nacional Català* sur le modèle du Comité d'Action Tchèque à l'Étranger. Dans une lettre du 19 décembre 1918, celui-ci demande à Wilson « la révision du Traité d'Utrecht » et que la « Nation catalane, libre et indépendante », prenne place dans la future Société des nations<sup>26</sup>. Parallèlement, Cambó avait envoyé Joan Ventosa à Paris pour plaider la cause catalane auprès de Woodrow Wilson et Georges Clémenceau. Le comte de Romanonès, chef du gouvernement, alors à Paris, réussit à empêcher ces entretiens<sup>27</sup>. À l'échelle nationale, Cambó choisit la voie parlementaire pour revendiquer l'autonomie de la Catalogne. Neuf jours après la signature de l'armistice, il déclare aux Cortès : « L'heure est venue d'octroyer l'autonomie à la Catalogne en raison de la situation internationale et de la situation de l'Espagne<sup>28</sup>. » Le président de la *Mancomunitat*, Josep Puig i Cadalfach, présente à Madrid un projet en ce sens, les Bases de l'autonomie de la Catalogne, dont le point déterminant concerne l'officialisation du catalan en Catalogne. Bien que la *Lliga*

---

<sup>22</sup> Dans le cadre de cet article, il n'est pas envisageable de dresser une liste exhaustive des initiatives (associations, publications) mais Christopher Cobb a évoqué une guerre de manifestes, dont le premier fut signé par le *Comitè d'Amics de la Unitat Moral d'Europa*, traduit par Romain Rolland dans *Le Journal de Genève* du 9 janvier 1915. En réponse à ce manifeste qui regroupait des intellectuels issus d'horizons divers, Antoni Rovira i Virgili signa, en mars 1915, le « Manifest dels Catalans », prônant davantage d'autonomie pour la Catalogne, à l'issue de la guerre. Les autres minorités n'étaient pas oubliées : « Missatge a la Nació Sèrbia » fut publié par la revue *Renaixement*, comme l'évoque Maximiliano Fuentes Codera, *España en la Primera Guerra Mundial. Una movilizació cultural*, Madrid, Akal, 2014, p. 81. Voir également, Christopher Cobb, « Una guerra de manifestos », *Hispanófila*, n°29, 1966, p. 45-61.

<sup>23</sup> « Joffre, català », *Iberia*, n°15, 17 juillet 1915, cité par Paul Aubert, « La propagande étrangère en Espagne dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 31-3, 1995, p. 140.

<sup>24</sup> David Martínez Fiol, « Els intel·lectuals *poilus* i el mite dels *voluntaris catalans* », *L'Avenç*, n°294, 2004, p. 29-33.

<sup>25</sup> En réalité, 2191 volontaires espagnols, dont 954 Catalans et seulement 435 catalanistes, ont été recensés dans la Légion étrangère française. Voir Xosé Manoel Núñez Seixas, *Internacionalitzant el nacionalisme. El catalanisme polític i la qüestió de les minories nacionals a Europa (1914-1936)*, Catarroja/Valencia, Editorial Afers/Publicacions de la Universitat de València, 2010, p. 44.

<sup>26</sup> Albert Balcells, *El projecte d'autonomia de la Mancomunitat de Catalunya del 1919 i el seu context històric*, Barcelona, Parlament de Catalunya, 2010, p. 67. Une pétition, usant des mêmes termes, signée par 165 nationalistes catalans fut présentée à la Société des Nations, en novembre 1920, dont les archives du Ministère des Affaires étrangères à Madrid gardent la trace : AMAE, R4134, Exp.4.

<sup>27</sup> Borja de Riquer i Permanyer, « Joan Estelrich : del activismo catalanista con Cambó a delegado en la UNESCO con Franco », in Xosé M. Núñez Seixas, Fernando Molina Aparicio (eds.), *Los heterodoxos de la patria. Biografías de nacionalistas atípicos en la España del siglo XX*, Granada, Editorial Comares, 2011, p. 146.

<sup>28</sup> *Diario de Sesiones de Cortes. Congreso de los Diputados*, 20/11/1918, p. 3194.

se heurte à l'opposition des partis libéraux et conservateurs, la revendication linguistique trouve dans la société catalane un certain écho qu'illustre la catalanisation de la toponymie barcelonaise. L'espace public est en effet investi d'un rôle pédagogique où sont érigés bustes et monuments en l'honneur d'écrivains, d'historiens, de savants et des grands industriels catalans. Stéphane Michonneau recense 252 modifications de noms de rue de 1910 à 1923<sup>29</sup>, dont certaines rendent hommage à la Grande Guerre – avenue du Onze-novembre, avenue du Président Wilson – dans l'objectif de rendre visible le lien entre les aspirations catalanistes et les « armées qui défendaient la liberté des hommes et des peuples<sup>30</sup> ».

### La paradiplomatie de la *Lliga* à Paris

Le protagoniste de l'internationalisation de la question catalane, à la Société des Nations et dans les cercles politiques et intellectuels européens, fut Joan Estelrich. Issu d'une famille carliste de Majorque, adhérent du mouvement de jeunesse de la *Lliga*, il est l'homme de confiance de Cambó qui le nomme directeur de plusieurs maisons d'édition et de la *Fundació Bernat Metge* pour la publication en catalan des auteurs classiques grecs et latins. Ses activités éditoriales lui permettent de parcourir l'Europe (Portugal, France, Italie, Allemagne) et de tisser des liens avec les milieux régionalistes, notamment maurrassiens et félibréens. Dans *Vers l'Espagne de Franco*, Charles Maurras lui consacre un chapitre, intitulé « Le martyr catalan » :

« Il ne m'est pas possible d'oublier non plus que M. Jean Estelrich a été à la tête de ces philosophes et lettrés catalans qui, peu après la guerre, venaient à Paris collaborer avec notre Association Guillaume Budé pour faire, à Barcelone, une collection catalane des auteurs grecs et latins. Leur amitié m'a valu de ce chef de bien beaux présents. Je possède leur Xénophon bilingue et leur Lucrèce [...]. C'est Mistral qui nous l'a appris, la Provence répond à la Catalogne « comme le clerc au prêtre<sup>31</sup>. »

À Paris, Joan Estelrich fonde un bureau de propagande, *Oficina d'Expansió Catalana*, chargé de centraliser toutes les initiatives des catalanistes. Dans une conférence intitulée « Per la valoració internacional de Catalunya » et publiée en 1920, Estelrich soulignait la vocation européenne de la Catalogne qui avait tant apporté à la civilisation occidentale depuis la publication des œuvres en catalan de Ramon Llull. Dans la lignée de Torres i Bages, Estelrich estimait que diffuser la culture catalane, c'était « construire la patrie<sup>32</sup> ». La stratégie était moins agressive et plus habile qu'une simple dénonciation de « l'oppression espagnole », telle qu'elle apparaissait, par exemple, sous la plume de Jaume Bofill :

<sup>29</sup> Stéphane Michonneau, « Mouvement culturel et projet national : le noucentisme à Barcelone au début du XX<sup>e</sup> siècle », dans Michel Bertrand, Patrick Cabanel, Bertrand de Lafargue (dir.), *La fabrique des nations. Figures de l'État-Nation dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions de Paris, p. 281-298.

<sup>30</sup> Cité par Stéphane Michonneau, *Barcelone, op. cit.*, p. 183. Voir à ce propos les fonds du Musée d'Histoire de la Catalogne, où la participation des volontaires catalans à la Grande guerre est présenté comme un acte fondateur de la construction de l'identité nationale catalane : [https://www.mhcat.cat/esmhc/actualidad/noticias\\_agenda/noticias/100\\_anys\\_de\\_la\\_fi\\_de\\_la\\_gran\\_guerra/els\\_actes\\_de\\_l\\_armistici\\_a\\_catalunya/la\\_celebracio\\_als\\_carrers\\_i\\_els\\_actes\\_de\\_commemoracio#next](https://www.mhcat.cat/esmhc/actualidad/noticias_agenda/noticias/100_anys_de_la_fi_de_la_gran_guerra/els_actes_de_l_armistici_a_catalunya/la_celebracio_als_carrers_i_els_actes_de_commemoracio#next) [consulté le 1<sup>er</sup> juin 2020] ; <https://societat.cflab.fr/2018/03/02/la-catalogne-deja-independante-dans-son-musee-dhistoire/> [consulté le 1<sup>er</sup> juin 2020]

<sup>31</sup> Charles Maurras, *Vers l'Espagne de Franco*, Paris, Éditions du Livre moderne, 1943, p. 93-105.

<sup>32</sup> Josep Torres i Bages, « El Monument a Verdaguer », *La Veu de Catalunya*, 29/05/1914, p. 5 : « Cultura i nació són gairabé una mateixa cosa ; que fer cultura és fer pàtria ». [https://arca.bnc.cat/arcabib\\_pro/ca/catalogo\\_imagenes/grupo.do?path=1245365](https://arca.bnc.cat/arcabib_pro/ca/catalogo_imagenes/grupo.do?path=1245365) [consulté le 1<sup>er</sup> juin 2020]

« La Catalogne fonde cependant des espérances sur le futur Congrès de la Paix qui doit donner à l'Europe une constitution plus libérale et démocratique, pour pouvoir développer sans entraves la haute culture nationale qu'elle a su se créer en quelques cinquante années, après quatre siècles de léthargie et d'oppression sous l'hégémonie castillane<sup>33</sup>. »

*Expansió catalana* fut à l'origine de plusieurs associations culturelles, comme la société d'éditions Raymond Lull (francisé), destinée à promouvoir l'enseignement du catalan, mais servit également de tremplin à une nouvelle publication, *Le Courrier Catalan*, aux objectifs clairement politiques. Il s'agissait en effet de court-circuiter les journaux espagnols en rendant accessible l'actualité catalane aux hommes politiques, diplomates, journalistes et écrivains européens. Ce bimensuel, qui publia 77 numéros entre mai 1924 et septembre 1927, était assorti d'un *Bulletin d'Information* auquel contribuèrent Josep Pla, Lluís Nicolau d'Olwer et Jaume Bofill. À chaque public, un nouveau format : les milieux universitaires étaient ciblés avec les *Revue de Catalogne* et *Revue Internationale des Lettres, des Sciences et des Arts*.

La création d'une chaire de Culture catalane à la Sorbonne est le point culminant de la stratégie d'internationalisation du catalanisme politique dans l'entre-deux-guerres, et le choix de Paris, carrefour de la culture européenne, ne fut pas fortuit. C'est en effet le 19 janvier 1929 qu'est créé un Centre d'études de l'Art catalan et de la Civilisation catalane à l'Université de Paris. Rattaché à l'Institut d'Art et d'Archéologie, dans le cadre de la Fondation pour l'étude des arts et des civilisations de la Méditerranée occidentale, le Centre a pour objet « l'enseignement, la recherche et la documentation, et pour domaine le territoire déterminé par l'aire de diffusion de la langue catalane et son aire d'expansion historique<sup>34</sup> ». L'accord entre le doyen Roger, Vice-Président du Conseil de l'Université de Paris, et Francesc Cambó, prévoit en outre « une subvention de cent vingt-cinq mille francs pour l'ameublement et le matériel » du centre et le versement de la même somme chaque année « pour les frais annuels totaux de personnel et de matériel<sup>35</sup> ». La projection extérieure du nationalisme catalan de Jordi Pujol trouve ses racines dans la création de la fondation Cambó à Paris. La bibliothèque du Centre d'études catalanes, fondée en 1977 à la Sorbonne, conserve encore aujourd'hui un fonds de 1200 ouvrages et 60 titres de périodiques que l'on doit au leader de la *Lliga*.

### **La voie insurrectionnelle : l'émulation du nationalisme irlandais ?**

Dans l'entre-deux-guerres surgit une option nationaliste catalane radicale qui recourt à la violence. Elle s'inscrit dans le cadre de bouleversements socioéconomiques en Catalogne et d'une remise en question du nationalisme bourgeois de la *Lliga*, partisane de la stratégie autonomiste. La Première Guerre mondiale avait en effet favorisé la croissance économique de Barcelone, qui attira une forte immigration d'origine andalouse et murcienne. Selon Ucelay Da Cal<sup>36</sup>, la crise économique consécutive à la guerre fut à l'origine du ressentiment des classes moyennes à l'égard d'une Barcelone de plus en plus cosmopolite. Un nationalisme socialisant et adepte de l'action directe se constitua autour de Daniel Cardona et de Francesc Macià, qui

<sup>33</sup> Union des Nationalités, *La Nation catalane. Son passé, son présent et son avenir*, Lausanne, Librairie Centrale des Nationalités, 1916, p. 6.

<sup>34</sup> Archives Nationales, 20010498/58, accord du 19 janvier 1929 entre Francesc Cambó et l'Université de Paris, dans Francesc Bernat i Baltrons, « El fons Cambó de París : Història, descripció i catàleg », *Catalonia*, n°2, 2009. <https://crimic-sorbonne.fr/actes/catalonia2/BernatiBaltrons.pdf> [consulté le 1er juin 2020]

<sup>35</sup> Francesc Bernat i Baltrons, *op. cit.*

<sup>36</sup> Enric Ucelay Da Cal, *Breve historia del separatismo catalán. Del apego a lo catalán al anhelo a la secesión*, Barcelona, Penguin Random House Grupo Editorial, 2018, p. 82 sq.



fonda l'*Estat Català* en 1922. Les Pâques sanglantes irlandaises de 1916 constituaient une référence<sup>37</sup> pour cette mouvance qui forma un groupe paramilitaire dans la perspective d'une guerre contre l'État espagnol. La Guerre civile irlandaise fascinait ces radicaux qui prônaient la voie insurrectionnelle<sup>38</sup>. Echauffourées, manifestations aux cris de « Vive la Catalogne française », nationalistes catalans scandant lors de la fête nationale de la Diada « À bas la Castille ! À bas l'Espagne ! À bas le roi ! » : c'est dans ce contexte aux accents révolutionnaires que Miguel Primo de Rivera, capitaine général de Catalogne, prit la tête du coup d'État du 13 septembre 1923.

La dictature marque une rupture dans le nationalisme catalan ; il en est sorti divisé. Comme l'écrit Michael Keating, les entrepreneurs catalans affiliés à la *Lliga* « avaient besoin de l'État gendarme pour réprimer leur propre prolétariat, le plus révolutionnaire d'Europe<sup>39</sup> ». Surnommée « la ville des bombes » en raison des nombreux attentats qui y ont été perpétrés, Barcelone était en effet un haut lieu de conflictualité, berceau de l'anarchosyndicalisme, avec une confédération régionale de la CNT qui revendiquait 428 000 adhérents pour toute Espagne. Entre 1919 et 1923, le patronat avait répliqué en recourant au pistolérisme<sup>40</sup>, avec l'aval du gouvernement Dato qui avait fait voter une loi sur le délit de fuite, autorisant la police à tirer sur les syndicalistes réfractaires. C'est dans ce contexte que la *Lliga* soutint le pronunciamiento de Primo de Rivera. Elle déchantait, aussitôt adopté le décret contre le séparatisme qui entraîna l'interdiction de l'usage de la langue catalane, de l'hymne *Els segadors*, la fermeture de 28 centres nationalistes et la dissolution de la *Mancomunitat*. En prohibant l'expression des identités nationales autres que la castillane, la dictature favorisa la projection européenne des revendications catalanes. En effet, les élites catalanes mirent à profit leurs réseaux pour créer, à Paris, la Fondation Cambó, déjà évoquée. Parallèlement, Macià s'exila en France. L'échec de sa tentative d'invasion du territoire catalan en 1926 depuis Prats de Mollo, suivi de son procès à Paris, servirent de caisse de résonance à la question catalane en Europe.

### **Le premier Statut d'autonomie catalan et l'hégémonie de ERC**

La première reconnaissance politique de l'identité catalane par l'État espagnol s'effectue sous la Seconde République avec l'octroi, en 1932, d'un statut d'autonomie à la Catalogne. Lors du Pacte de Saint-Sébastien de 1930, les nationalistes catalans de gauche avaient rejoint le mouvement d'opposition à la monarchie qui donna lieu au changement de régime le 14 avril 1931. C'est depuis le balcon de la mairie de Barcelone que Lluís Companys proclama la Seconde République. À la tête du nouveau parti, *Esquerra Republicana de Catalunya*, fondé en mars, Macià annonçait, quant à lui, une République catalane dans le cadre d'un État fédéral. Le gouvernement provisoire madrilène dut immédiatement négocier avec

---

<sup>37</sup> Le nationalisme irlandais avait déjà fait l'objet de nombreuses publications et comparaisons dans les journaux nationalistes catalans plus modérés. À titre d'exemple : Antoni Rovira, « Els irlandesos i els catalans », *La Veu de Catalunya*, 1/2/1919.

<sup>38</sup> Eduardo González Calleja, *El Máuser y el sufragio. Orden público, subversión y violencia política en la crisis de la Restauración (1917-1931)*, Madrid, CSIC, 1999, p. 356.

<sup>39</sup> Michael Keating, « Les nationalités minoritaires d'Espagne face à l'Europe », *Revue Études internationales*, volume XXX, n°4, décembre 1999, p. 733.

<sup>40</sup> Le pistolérisme désigne le conflit social de la fin de la Restauration (entre la grande grève de 1917 et le pronunciamiento de Primo de Rivera), au cours duquel des tueurs à gages sont recrutés pour éliminer leurs adversaires. Voir notamment Albert Balcells, *El pistolérisme : Barcelona (1917-1923)*, Barcelona, Pòrtic, 2009 ; et Fernando del Rey Reguillo, *Proprietarios y patronos : la política de las organizaciones económicas en la España de la Restauración (1914-1923)*, Madrid, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, 1992.

Macià le ralliement de la Catalogne – et, par-là même, le retrait de l'État catalan – en échange d'un statut d'autonomie.

Apporter une réponse aux revendications nationalistes catalanes fut donc la priorité du jeune régime démocratique. En septembre 1932 fut donc approuvé le statut d'autonomie de la région dans le cadre d'un État espagnol unitaire, qui ne reconnaissait pas de souveraineté au peuple catalan. Il octroyait cependant des compétences en matière juridique, administrative, de santé et de travaux publics ; presque aucune dans les domaines de la fiscalité et de l'éducation et, c'est précisément en cela que ce statut se distingue de celui qu'ont obtenu les Catalans sous la Transition démocratique, en 1979. Du point de vue de la langue, le statut de 1932 reconnaissait au catalan le droit d'être utilisé et enseigné, tout en affirmant la primauté du castillan<sup>41</sup>. En octobre 1934, dans le cadre de la « Révolution d'Octobre », le président de la *Generalitat*, Lluís Companys, proclama de nouveau un État catalan au sein d'une République fédérale espagnole. Ces deux tentatives montrent bien que ERC était alors le véritable mouvement indépendantiste du nationalisme catalan.

La guerre civile mit fin pendant presque quarante ans à une première reconnaissance de l'identité catalane et la Catalogne fut réprimée tant pour son séparatisme que pour son attachement aux idées républicaines et anarchistes. Elle paya au prix fort le processus révolutionnaire que connut la région<sup>42</sup>. La répression franquiste y fut violente, l'usage du catalan fut interdit et les espaces publics furent castillanisés. Sous l'Occupation allemande, Lluís Companys, qui s'était exilé en France, fut remis aux autorités espagnoles et fusillé, le 15 octobre 1940, dans la citadelle de Montjuich.

### **La propagande de la *Lliga* au service de Franco en Europe<sup>43</sup>**

Le roman national catalan feint d'oublier qu'une partie des élites catalanes – les Catalans de Burgos – ont soutenu l'accession de Franco au pouvoir. Ce fut le cas d'un certain nombre de militants de la *Lliga* qui mirent sur pied un Bureau de propagande au service des « nationaux » à Paris. Francesc Cambó finança le projet et confia la tâche à Joan Estelrich. Le défi était de taille puisqu'il s'agissait de rallier les catholiques à la cause franquiste et d'œuvrer en faveur de la reconnaissance de l'Espagne nationale. C'est dans ce contexte que paraît le premier numéro d'*Occident*, le 25 octobre 1937. « Bimensuel franco-espagnol », son siège social se trouvait au 20 rue de la Paix. Il était inscrit au registre du commerce sous la couverture d'une Agence d'Informations et son tirage oscillait entre 25000 et 50000 exemplaires<sup>44</sup>. Paris servit de plaque-tournante au bureau de propagande qui diffusait également le périodique à Londres et à Bruxelles. Les nationalistes catalans de la *Lliga* mirent au service du gouvernement de Burgos la structure qu'ils avaient fondée à l'époque d'*Expansió Catalana*, en diversifiant les supports (Bulletins d'Information, publication de nombreux ouvrages) et en recourant aux réseaux politiques, intellectuels et régionalistes de Joan Estelrich. À l'issue de la Guerre Civile,

<sup>41</sup> Articles 4 et 50 de la Constitution du 9 décembre 1931. Droit ne vaut pas obligation : « Ni la connaissance ni l'utilisation d'une langue régionale ne pourront être exigées » (art. 4).

<sup>42</sup> Voir François Godicheau, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.

<sup>43</sup> Hélène Dewaele Valderrábano, *Les relations entre droites autoritaires françaises et espagnoles de 1931 à 1940*, 2 vols., Paris, EHESS, 2003, Thèse inédite.

<sup>44</sup> Archives Privées Joan Estelrich. Mes remerciements vont à Jordi Canal qui m'avait mise en contact avec Manuel Jorba lorsque les archives n'étaient pas accessibles au public. Déposé à la Biblioteca de Catalunya, le fonds est toujours en cours de catalogage. <https://www.bnc.cat/Fons-i-col·leccions/Cerca-Fons-i-col·leccions/Estelrich-i-Artigues-Joan>

les nationalistes catalans n'en furent pas moins persécutés et Cambó mourut exilé en Argentine en 1947, ce qui entraîna la dissolution de la *Lliga*.

### **Catalanisme et opposition au franquisme : l'horizon européen**

La dictature avait trouvé la Catalogne divisée, entre soulagement et résignation, peur et sidération. Les forces vives du catalanisme politique s'étaient exilées, notamment en France où un certain nombre de militants intégrèrent la Résistance. Le patronat catalan, pour sa part, voyait d'un bon œil un régime qui interdisait toute manifestation publique et activités syndicales. Les grands industriels du secteur textile, notamment, s'accommodaient du rétablissement de l'ordre public<sup>45</sup>.

Se développa alors un nationalisme catalan de résistance qui voyait, pour seule issue, l'intégration d'une Espagne démocratique dans la Communauté européenne. Dès 1949, les protagonistes d'ERC en exil, notamment Carlos Pi y Sunyer, Josep Tarradellas (président de la *Generalitat* en exil en 1954) et Joan Sauret (vice-président du conseil fédéral de l'Espagne dans le Mouvement européen) s'impliquèrent dans le Mouvement européen où ils trouvèrent à Munich, en 1962, une certaine forme – toute relative – de reconnaissance, notamment en intégrant au point 3 de l'Accord politique, la « reconnaissance de la personnalité des différentes communautés naturelles ». En effet, 118 personnalités espagnoles issues de l'opposition au franquisme assistèrent au IV<sup>e</sup> Congrès du Mouvement européen, les 7 et 8 juin. Ils y signèrent une résolution dans laquelle ils demandaient l'instauration d'institutions démocratiques en Espagne avant toute forme d'association ou d'intégration européenne. Le régime franquiste venait d'effectuer, en février, une demande d'association « de nature à devenir une intégration pleine et entière lorsque les étapes indispensables pour que l'économie espagnole puisse se mettre en ligne avec les conditions du Marché commun, auront été franchies<sup>46</sup>».

Parallèlement, en Catalogne, des mouvements de jeunes catholiques catalanistes s'attachèrent à faire renaître leur langue et leur culture. Le nationalisme catalan entama une entreprise de reconstruction culturelle par la publication d'œuvres en catalan et le soutien à l'émergence de la *Nova Canço*. Ce fut dans la résistance à la dictature que Jordi Pujol, européeniste convaincu, se fit connaître. Parmi ses faits d'armes, rappelons qu'il n'a pas hésité à entonner l'hymne catalan, la *Senyera*, au Palais de la musique catalane à Barcelone, en mai 1960, devant un parterre de dignitaires franquistes, ce qui lui valut quelques années de prison et une certaine légitimité pour défendre la cause catalane lors de la Transition démocratique.

L'aspiration des nationalistes catalans à la démocratie se voit notamment dans la constitution d'une coalition antifranquiste, annonciatrice de la *Platajunta*<sup>47</sup> à l'échelle nationale. En effet, la création en 1969 de la *Comissió Coordinadora de Forces Politiques de Catalunya* montra l'esprit de consensus qui prévalut lors de la Transition démocratique. Elle comprenait les différentes mouvances politiques de la Catalogne antifranquiste, de ERC au PCC (Parti carliste de Catalogne), en passant par MSC (*Moviment Socialista de Catalunya*), PPC (socialistes autogestionnaires), PSUC (*Partit Socialista Unificat de Catalunya*) et UDC (*Unió Democràtica de Catalunya*, démocrate-chrétien, futur allié de CiU de Pujol). Cette coalition

<sup>45</sup> Jordi Canal, *Historia mínima de Catalunya*, Madrid, Turner, 2015, p. 229.

<sup>46</sup> Matthieu Trouvé, *L'Espagne et l'Europe : de la dictature de Franco à l'Union Européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2008, p. 72.

<sup>47</sup> La *Platajunta* (mot-valise formé de *Plataforma* et de *Junta*) ou *Coordinación Democrática* est le fruit de la fusion en 1976 des différentes forces d'opposition à la dictature à l'échelle nationale.

montre que les nationalistes catalans contribuèrent à une réorganisation pacifique de l'opposition antifranquiste. Il y eut donc une implication précoce et volontariste des nationalistes catalans dans la démocratisation de l'Espagne, démocratisation qui allait de pair avec son européisation. « Le pari européiste était devenu la priorité absolue [...] comme un encouragement au processus de démocratisation<sup>48</sup> », rappelle Rosa María Pardo Sanz, ce qui explique le fort sentiment d'appartenance des Espagnols à l'Europe jusqu'à la dernière crise économique et l'idée que l'Europe peut apporter une réponse aux problèmes nationaux<sup>49</sup>. Les nationalistes catalans ne furent pas en reste, à l'exception d'ERC.

### **La constitution de 1978 et l'instauration d'un État des autonomies**

La radicalisation actuelle du nationalisme catalan et la remise en question du pacte constitutionnel tend à faire oublier que deux des sept pères fondateurs de la Constitution étaient des catalanistes (Jordi Solé Tura du PSUC et Miquel Roca de *Convergència*) et que la Catalogne a voté à hauteur de 91% – un score qui dépasse de trois points la moyenne nationale – en faveur du référendum sur la Constitution du 6 décembre 1978. Seule ERC, très minoritaire, se positionne contre, en raison de son attachement à la République et de ses revendications pour le droit à l'autodétermination. Par la suite, ERC vota en faveur du statut d'autonomie en 1979. En effet, la Catalogne fut pionnière dans l'instauration de l'État des autonomies, dont bénéficièrent les 16 autres communautés autonomes<sup>50</sup>. On lui octroya dans l'ensemble davantage de compétences que sous la Seconde République, notamment dans le domaine éducatif, mais l'ordre public et la justice restaient des prérogatives de l'État.

Il convient d'apporter ici une précision sur le domaine fiscal. En 1979, la Commission des Vingt, qui réunit les différentes forces politiques catalanes, chargée de proposer un avant-projet sur le statut d'autonomie avant que celui-ci ne soit débattu aux Cortès, refusa le pacte fiscal, « *el concierto económico* », dont bénéficient le Pays Basque et la Navarre<sup>51</sup>. Il semble que des divergences soient apparues entre les catalanistes socialistes et les militants de *Convergència*<sup>52</sup>. Certains auteurs interprètent ce refus comme une stratégie pour faire monter les enchères au fur et à mesure des négociations.

D'autre part, le parti de Pujol, CiU, a joué un rôle fondamental en tant qu'élément stabilisateur du système démocratique espagnol, avec lequel il a collaboré en l'absence de

<sup>48</sup> Rosa María Pardo Sanz, « La politique extérieure espagnole de la fin du franquisme et son héritage sur la Transition démocratique », *Histoire@Politique*, n°29, 2016/2, p. 125.

<sup>49</sup> Voir Matthieu Trouvé, *L'Espagne et l'Europe. De la dictature de Franco à l'Union européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2008, p. 213 ; Berta Álvarez-Miranda, *El sur de Europa y su adhesión a la Comunidad : los debates políticos*, Madrid, CIS-Siglo XXI, 1996.

<sup>50</sup> Un traitement différencié des seules régions « historiques » était difficilement acceptable pour les autres régions. On assista à une surenchère des revendications autonomistes en ayant recours aux « préjudices comparatifs ». Ce fut notamment le cas de l'Andalousie, qui se mobilisa, en 1980 pour qu'on lui octroie une autonomie comparable à celle du Pays Basque et de la Catalogne. Voir notamment Benoît Pellistrandi, *Le labyrinthe catalan*, Paris, Desclée de Brouwer, 2019, p. 25-28.

<sup>51</sup> Voir Antonio Rivera, « *No un estado, pero más que una simple región : el autogobierno vasco, 1979-2016* », dans Isidro Sepúlveda (dir.), *Nación y nacionalismos en la España de las autonomías*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y constitucionales, 2018, p. 131. Sur la remise en question du pacte fiscal basque en raison des revendications catalanes, voir [https://www.economiadigital.es/politica-y-sociedad/el-gobierno-vasco-explota-hay-una-campana-contra-el-concierto-economico\\_177491\\_102.html](https://www.economiadigital.es/politica-y-sociedad/el-gobierno-vasco-explota-hay-una-campana-contra-el-concierto-economico_177491_102.html) [consulté le 13 juillet 2020]

<sup>52</sup> Jordi Canal, « Entre el autonomismo y la independencia : nacionalismo, nación y procesos de nacionalización en Cataluña », dans Isidro Sepúlveda Muñoz (dir.), *Nación y nacionalismos en la España de las autonomías, op. cit.*, p. 77-108 ; voir également, « El día que Pujol dijo "no" al concierto económico », *elperiodico.com*, 7/5/2017.

majorité absolue du PSOE et du Parti Populaire, défendant une option autonomiste, tout en menant une politique de normalisation linguistique active. En effet, cette politique s'est appliquée en deux temps. Expression d'une forte identité nationale et instrument de cohésion sociale, la loi de 1983 avait pour objectif de protéger une langue qui avait été brimée par la dictature franquiste et de nationaliser les hispanophones qui ne se sentaient pas d'affinités avec la culture catalane. Elle a notamment permis de créer des médias audiovisuels locaux, notamment TV3, nouvelle chaîne de la compagnie publique espagnole RTVE (Radio Televisión Española). Le second volet de la *Loi de normalisation linguistique* du 7 janvier 1998 a été plus radical : elle s'inscrit dans le contexte d'une arrivée massive de travailleurs immigrés en Catalogne et elle obligeait, par exemple, les commerçants à ne plus afficher d'annonces en espagnol sous peine d'amende.

Cette politique de nationalisation de la Catalogne, que cela soit dans son versant linguistique, dans le contenu des manuels scolaires d'histoire ou dans le manque d'objectivité des médias catalans, est aujourd'hui mise en cause par certains historiens, dont Jordi Canal<sup>53</sup>, qui y voit l'origine de la radicalisation des Catalans. Toute une génération n'a pas connu autre chose que le roman national catalan auquel participent même des universitaires. À l'échelle européenne, les nationalistes tiennent à ce que le catalan devienne l'une des langues officielles de la Communauté, au même titre que d'autres langues qu'ils considèrent mineures comme le maltais. Il s'agit là d'une frustration majeure étant donné que la langue est le marqueur identitaire de la nation catalane.

### **La paradiplomatie de la Catalogne depuis Pujol**

Comme le rappelle Alain Dieckhoff, « les nations sans État tendent de plus en plus à montrer qu'elles existent en se présentant comme des acteurs internationaux à part entière et en s'évertuant à se comporter comme des États souverains. L'objectif est aussi d'exciper de cette reconnaissance internationale pour s'émanciper davantage de l'État dans lequel elles sont intégrées<sup>54</sup> ». Nous avons vu que cette stratégie d'internationalisation a été l'objectif du nationalisme catalan dès qu'il a trouvé une assise politique à l'échelle nationale et que le contexte international le lui a permis à l'issue de la Première Guerre mondiale. C'est dans cette lignée que s'est inscrite la paradiplomatie de Jordi Pujol, leader de CiU, à la tête de la *Generalitat* pendant vingt-trois ans, qui s'est présenté comme un ardent défenseur de l'Europe dès l'intégration de l'Espagne dans la CEE. Dans la conférence inaugurale du colloque « La Catalogne en Europe », prononcée le 28 janvier 1986 en Sorbonne, haut lieu de la projection extérieure du catalanisme politique depuis Cambó, Pujol définissait la Catalogne comme étant plus européenne que l'Espagne, ponctuant son discours d'arguments pseudo-historiques qui rappellent les textes fondateurs du nationalisme catalan :

« La Catalogne est Europe de la même manière que le sont les pays fondateurs de la Communauté Européenne [...]. La Catalogne est carolingienne. Et l'Europe des six est carolingienne. L'Espagne dans son ensemble, au contraire, n'est pas carolingienne. L'Espagne dans son ensemble est l'héritière d'une monarchie wisigothique qui était déjà en son temps isolationniste vis-à-vis de l'Europe. Que serait-il advenu si Charlemagne avait conquis Saragosse et si les Marches d'Espagne avaient incorporé tout le territoire allant des Pyrénées à

<sup>53</sup> Jordi Canal, *Con permiso de Kafka. El proceso independentista en Cataluña*, Barcelona, Ediciones Península, 2018 ; voir également Gabriel Tortella (dir.), *Cataluña en España. Historia y mito*, Madrid, Gadir, 2016.

<sup>54</sup> Alain Dieckhoff, *La Nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2000, p. 130.

l'Èbre ? Ce n'est plus le moment de concevoir des utopies. Mais le fait est que la Catalogne, dès sa naissance, se trouve dans la zone d'influence carolingienne, sur les plans religieux, culturel et, cela va sans dire, politique. Pas le reste de la péninsule<sup>55</sup>. »

La conception du rôle international qui sied à la Catalogne ne diverge pas dans les écrits de Josep-Lluís Carod-Rovira, président de ERC (nationalisme de gauche plus radical) de 2004 à 2008 et Vice-Président de la *Generalitat* au moment où il publie l'article intitulé « Une ouverture affirmée sur le monde », dans *Le Monde diplomatique*, en décembre 2007 :

« Chaque fois que la Catalogne a pu s'exprimer en tant que telle, l'attachement à ses racines et la volonté d'établir des liens avec les autres pays ont toujours été ses principaux objectifs. À présent, et petit à petit, la Catalogne retrouve son identité. Elle est entravée dans cette démarche car le cadre où elle évolue n'est pas celui où elle est née, voilà plus de mille ans : son statut de communauté autonome, invention de la transition espagnole, est le fruit du grand écart entre les adeptes de la dictature et les démocrates. À cette époque, et c'est aussi ce que l'on a essayé de faire depuis trois cents ans, on cherchait avant tout à affaiblir la personnalité catalane si singulière qui s'était forgée au fil de ses huit siècles d'indépendance politique. Parfois, on entend dire que l'existence des autonomies a poussé certaines régions à vouloir devenir des nations. Rien de plus éloigné de l'histoire. En réalité, une nation originellement indépendante comme la Catalogne, réduite à l'état de région, cherche simplement à se développer en toute liberté et réclame démocratiquement ce qu'elle croit lui revenir de droit. [...] Le gouvernement favorise également la constitution de nouvelles délégations à l'étranger, sur le modèle de celle de Bruxelles, qui a été pionnière en la matière : il ne pouvait certes pas en être autrement dans un pays ayant une aussi grande tradition européenne. La prochaine délégation s'implantera à Paris, cette année. Elle sera importante car elle tracera le chemin qui sera suivi par les autres délégations : aux États-Unis, en Allemagne, en Chine, en Argentine, au Mexique<sup>56</sup>... »

La juxtaposition des deux textes nous permet de comparer la vision de l'histoire de la Catalogne de CiU et de ERC, à deux moments-clés de leur évolution. Les deux mouvances partagent en effet une conception millénaire de la nation catalane qui justifie le rattachement de la Catalogne à l'Europe. L'histoire de la Catalogne est résumée à son oppression par la Castille, notamment depuis 1714<sup>57</sup> (« trois cents ans »). Ce qui caractérise, néanmoins, le discours de l'aile gauche du nationalisme catalan, c'est l'affirmation d'une Catalogne « indépendante » pendant « huit siècles<sup>58</sup> », un texte écrit dans le contexte du vote par le parlement catalan et des

<sup>55</sup> Jordi Pujol, extrait de la conférence « La vocation européenne de la Catalogne », prononcée en Sorbonne le 28 janvier 1986, document en annexe de Manuelle Peloille, Serge Buj, Cyril Trépier, *L'indépendance catalane en question, op. cit.*, p. 225-226.

<sup>56</sup> Josep-Lluís Carod-Rovira, « Une ouverture sur le monde », *Le Monde diplomatique*, décembre 2007, p. 1. C'est nous qui soulignons.

<sup>57</sup> Sur les us et les abus de l'histoire, voir l'article de l'historien Julián Casanova, « Simposio *España contra Cataluña*. Usos y abusos de la historia », *El País*, 11/12/2013. À l'occasion du tricentenaire de la supposée défaite de la Catalogne pendant la Guerre de Succession, la *Generalitat* subventionna un symposium avec un collectif d'historiens qui lui servit d'alibi et présentait la période qui va de 1714 à 2014 comme une longue lutte de la Catalogne pour se libérer de l'emprise castillane. Sur le rôle de l'histoire dans la construction de l'identité nationale catalane, voir Jordi Canal, « Los historiadores, el nacionalismo y el proceso independentista en Cataluña », *Esquerra, Revista de Historia*, Vol.1, Núm.1, enero-julio 2019, p. 28-36. Voir également Ricardo García Cárcel, *La herencia del pasado. Las memorias históricas de España*, Barcelona, Galaxia Gutenberg-Círculo de Lectores, 2014.

<sup>58</sup> Cela ne signifie pas que Pujol ne considérait pas la Catalogne comme une nation millénaire qui avait été indépendante, mais cela n'était pas évoqué publiquement devant les chancelleries européennes. Il l'affirma, par la suite, dans ses mémoires : Jordi Pujol, *Temps de construir (1980-1993)*, Barcelone, Proa, 2009, p. 146-151.

Cortès du nouveau statut d'autonomie qui stipule dans son préambule que la Catalogne est une nation, et non une nationalité, comme l'indique la Constitution de 1978.

Autre caractéristique du gouvernement tripartite de gauche auquel a appartenu Carod-Rovira : la volonté de multiplier les délégations catalanes non seulement en Europe, mais à une échelle mondiale. En creux apparaît notamment l'aspiration à étendre l'usage du catalan, en rivalité avec l'espagnol, parlé par environ 50 millions de locuteurs dans le monde. L'échelle nationale ne lui suffit pas. En effet, bien que le catalan soit parlé dans une frange de l'Aragon, aux Baléares et à Valence, certaines communautés autonomes refusent que l'on assimile leur langue régionale au catalan ; c'est le cas du valencien. Au-delà des frontières, la langue et la culture catalane prennent la place qui leur est propre.

Avant même l'ouverture d'une délégation officielle dans la capitale européenne, Cyril Trépier indique que la Catalogne possédait une représentation, le Patronat Catalan pro Europe, « créé en 1982 entre la *Generalitat*, la Chambre de commerce de Barcelone, les universités et caisses d'épargne catalanes et la mairie de Barcelone<sup>59</sup> ». Forte de cinq délégations diplomatiques et de 70 bureaux dans le monde<sup>60</sup>, la Catalogne a dû revoir ses ambitions internationales à la baisse, en raison notamment de la crise économique et de son fort endettement. Ainsi, outre la délégation gouvernementale présente à Bruxelles, la délégation à Paris couvre également la Suisse, celle de Londres s'étend à l'Irlande, celle de Berlin s'occupera de l'Autriche et celle de New-York est mandatée pour travailler avec le Canada et le Mexique. Les 70 bureaux catalans évoqués viennent renforcer la visibilité de l'identité nationale catalane à travers des instituts comme l'Institut culturel Ramon Llull, mais aussi renforcer les liens commerciaux avec l'agence de promotion économique d'ACCIÓ.

### **Du nouveau statut catalan de 2006 à la sentence du Tribunal constitutionnel**

À l'origine de la réforme du statut catalan et des autres communautés autonomes<sup>61</sup> – un processus en spirale élève en effet le niveau de demande par effet d'imitation et d'émulation, se trouve la promesse du socialiste Zapatero d'octroyer davantage de compétences aux autonomies. Le 16 juillet 1998, le parti nationaliste basque (PNV), le bloc nationaliste galicien (BNG) et ERC avaient signé la Déclaration de Barcelone, demandant notamment la reconnaissance du caractère plurinational de l'État. L'arrivée de Zapatero au pouvoir en 2004 coïncida avec la présidence tripartite de la *Generalitat* dirigée par Pasqual Maragall (PSC, ERC, ICV). Le Pays Basque, quant à lui, brandissait la menace du Plan Ibarretxe qui prévoyait la création d'un État basque indépendant qui jouirait du statut « d'État libre associé » à l'État espagnol. Ce qui peut apparaître comme l'ouverture maladroite de la boîte de Pandore était en

---

<sup>59</sup> Cyril Trépier, « L'indépendance de la Catalogne, un débat européen d'abord politique », *L'Espace Politique* [En ligne], 21 | 2013-3, [mis en ligne le 17 décembre 2013, consulté le 13 juillet 2020]. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2828> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2828>

<sup>60</sup> [www.la-clau.net](http://www.la-clau.net), 16 juillet 2013 [https://www.la-clau.net/info/8440/la-catalogne-renforce-ses-ambassades-a-letranger-8440, consulté le 13 juillet 2020]

<sup>61</sup> Le cadre de cet article nous laisse peu d'espace pour traiter des rivalités entre communautés autonomes, mais cinq d'entre elles (Valencia, Murcia, Balears, la Rioja, Aragon) ont saisi le Tribunal constitutionnel en 2006, en raison de l'augmentation des compétences demandées par la Catalogne dans le nouveau statut et en raison du manque de solidarité fiscale (ou du moins, ressenti comme tel) vis-à-vis des autres régions. Par ailleurs, l'Andalousie estime que la Catalogne a une dette à son égard, en raison du fait que la prospérité de Barcelone repose largement sur l'immigration andalouse.

fait pensé par Zapatero comme une stratégie pour montrer au terrorisme basque qu'il n'était pas nécessaire de recourir à la violence pour obtenir de nouveaux droits. Le Plan Ibarretxe fut rejeté par les Cortès en février 2005 (313 voix contre, 29 pour), mais les nationalistes catalans s'engouffrèrent dans la brèche.

Le Tribunal constitutionnel saisi par des membres du Parti Populaire invalida, en 2010, 14 articles du nouveau statut catalan de 2006, ainsi que son préambule qui déclarait que la Catalogne était une nation. La sentence a provoqué des manifestations de grande envergure, chaque année le jour de la *Diada* en faveur du « droit de décider ». Plus d'un million de personnes investissent la rue, le 10 juillet 2010, sous le slogan « Nous sommes une Nation, nous décidons ». La radicalisation du nationalisme catalan s'inscrit de plus dans un contexte plus global de rejet des institutions politiques, dont la monarchie et le système judiciaire, de corruption des partis, y compris CiU, et de l'émergence de mouvements dits « citoyens » qui, ne s'identifiant plus aux institutions, souhaitent faire de la politique autrement, avec la société civile, les associations et les réseaux sociaux, en s'adressant directement « au peuple »<sup>62</sup>.

### **Le virage souverainiste d'Artur Mas, la création de Diplocat et le miroir écossais**

Élu en décembre 2010 sur un programme économique orthodoxe, le nouveau président de la Generalitat, Artur Mas, n'est pas un indépendantiste de longue date. Issu de la grande bourgeoisie barcelonaise liée au secteur du textile, Arturo Mas, qui a catalanisé son prénom en Artur, est un nationaliste conservateur dans la lignée de Pujol. Il accède au pouvoir en pleine crise économique à un moment où la dette de la Catalogne a doublé de volume en trois ans et trois mois après la réforme de l'article 135 de la Constitution qui impose aux communautés autonomes de ne pas dépasser un déficit structurel fixé par l'UE et donne priorité au paiement des intérêts de la dette. Ne pouvant plus se financer sur le marché libre des capitaux, la Catalogne est contrainte de demander le sauvetage financier de l'État espagnol. Dès lors, la crise économique devient politique avec le slogan « L'Espagne nous vole » ; si la Catalogne est endettée, c'est parce la politique fiscale issue du pacte constitutionnel la défavorise, en redistribuant les richesses vers les communautés autonomes les plus pauvres. Elle revendique un statut fiscal plus avantageux mais le gouvernement populaire de Rajoy le lui refuse ; l'État espagnol est donc le coupable tout désigné. Artur Mas, que les politiques d'ajustement budgétaire avaient rendu impopulaire – une manifestation des indignés l'avait contraint, le 11 juin 2011, à se rendre au parlement catalan en hélicoptère – sauve sa tête en misant sur le « droit de décider » à Bruxelles.

2012 constitue un tournant dans la stratégie d'internationalisation de la question catalane. Deux structures vont lui en donner les moyens : l'*Assemblea Nacional Catalana* (ANC) et Diplocat. L'ANC se définit comme une organisation issue de la société civile indépendante des partis politiques dont l'objectif est notamment de promouvoir le processus indépendantiste à l'échelle internationale à travers un réseau de 40 bureaux installés en Europe, Australie, Nouvelle Zélande, Asie du Sud-Est, au Proche et Moyen Orient et sur l'ensemble du continent américain. Les spécialistes de la communication politique de l'ANC déploient une stratégie de saturation de l'espace public qui attire immédiatement l'attention des médias internationaux. Ce fut le cas de la Marche vers l'indépendance en juin 2012, en référence aux marches pour la Paix de Gandhi et de Martin Luther King. Ce fut également le cas de la manifestation de la Diada de 2012 aux cris de « La Catalogne, un nouvel État européen ». En

---

<sup>62</sup> La Monarchie apparaît en effet incapable de satisfaire les besoins de ses citoyens, catalans ou non.



collaboration avec Omnium Cultural, d'autres manifestations ont bénéficié d'une forte couverture médiatique, comme la Voie catalane vers l'Indépendance en 2013, chaîne humaine de 400 km qui n'était pas sans rappeler la Voie balte qui eut lieu en 1989 et avait accéléré le processus d'indépendance des États baltes ou encore, en 2014, le V de la Voie catalane sur deux grandes artères de Barcelone.

La deuxième structure déterminante est Diplocat (*Consell de Diplomàcia Pública de Catalunya*), créée en novembre 2012, un consortium public-privé dont le siège se situe à Barcelone et qui comprend la *Generalitat*, la mairie des quatre capitales de provinces de la Catalogne, une quarantaine d'associations, les universités, des acteurs privés et des organisations patronales. L'objectif est clair : il s'agit d'informer les décideurs des mondes politique et économique européen de la feuille de route du processus indépendantiste et d'obtenir le soutien de personnalités étrangères. La prise en charge de fonctions régaliennes aboutit à la création, en janvier 2016, d'une *Conselleria de Asuntos Exteriores* sous la direction de Raül Romeva qui affirme : « Déclarer l'Indépendance ne sert à rien si aucun État ne vous reconnaît. La Palestine et le Kosovo en savent quelque chose<sup>63</sup> ». Pour sa part, Artur Mas signe, dans *Libération*, une tribune intitulée « Pour une Catalogne libre et européenne », dans laquelle il compare la tenue des référendums au Québec, en Ecosse et en Espagne. Son argumentaire souligne « la faible tradition démocratique de l'Espagne » et réaffirme la vocation européenne de la Catalogne :

« Ce futur État catalan veut continuer à faire partie de l'Union européenne ; il sera un partenaire fiable et loyal envers les institutions et les gouvernements européens. Les Catalans ont été, historiquement, des défenseurs enthousiastes de la construction européenne. C'est pour cela qu'il serait ridicule de dire que nous avons la volonté de créer des frontières ; bien au contraire, nous voulons faire partie d'une Europe plus forte et plus unie, mais nous voulons en faire partie dans les mêmes conditions et le même respect que tous les autres États européens<sup>64</sup> ».

Le parallélisme entre les processus indépendantistes catalan et écossais ont fait couler beaucoup d'encre mais ce sont les nationalistes catalans qui ont eu recours à l'expression « miroir écossais<sup>65</sup> » en premier. L'accord signé, à Édimbourg, entre David Cameron et Alex Salmond, le 15 octobre 2012, qui autorise l'organisation d'un référendum est interprété par les souverainistes catalans comme un précédent dans l'UE qui légitime leur propre référendum. Faisant abstraction des disparités entre les deux cas, notamment en raison de l'article 2 de la Constitution espagnole qui rend impossible la tenue d'un référendum d'autodétermination dans la seule région catalane, les nationalistes développent un argumentaire selon lequel l'Espagne n'est ni une démocratie, ni un État de droit

### **Les frustrations de Puigdemont face à l'UE**

Depuis l'adoption de la loi sur le référendum et la loi sur la transition juridique vers un nouvel État, adoptées les 6 et 7 septembre 2017, la question catalane est sous le feu de l'actualité européenne et internationale. L'organisation du référendum jugé illégal du 1<sup>er</sup> octobre,

<sup>63</sup> « Internacionalizar la causa catalana », *El Periódico*, 14/01/2016.

<sup>64</sup> Artur Mas, « Pour une Catalogne libre et européenne », *Libération*, 23 mars 2015.

<sup>65</sup> Du nom de l'ouvrage de Xavier Solano, *El mirall escocès*, Barcelona, Dèria Editors/La Magrana, 2007, 216 p, préfacé par Alex Salmond. Ramón Tremosa, de CiU, serait à l'origine des négociations pour rédiger ce livre dont l'objectif était de dresser un parallèle entre les mouvements séparatistes écossais et catalans. <https://www.libertaddigital.com/espana/2014-09-18/el-libro-que-ciu-regalo-a-salmond-abandonado-en-un-mercado-1276528583/> [consulté le 20 juillet 2020]

l'éphémère déclaration d'indépendance de la République catalane et la fuite de Puigdemont à Bruxelles, capitale européenne, a mis l'UE dans l'embarras. À peine a-t-on osé appeler les forces en présence au dialogue (ce que refusait catégoriquement Rajoy). Certes, les images de violences policières tentant d'empêcher le référendum ont choqué l'opinion publique et les nationalistes catalans ont gagné, un temps, la bataille médiatique.

Alors que l'UE assène qu'il n'est pas de son ressort d'intervenir dans un problème interne à l'un des États-membres – le Parlement européen a notamment refusé d'inscrire à l'ordre du jour un débat sur la situation en Catalogne le 21 octobre 2019<sup>66</sup> –, un certain nombre de nationalistes régionaux basques, corses, bretons, écossais continuent de se mobiliser. Présents à Barcelone dès l'organisation du référendum de 2017, ils soutiennent leurs homologues catalans, chacun à leur façon. À titre d'exemple, 21 des 63 élus du Parti national écossais (SNP) ont signé, le 2 novembre 2017, une motion appelant à une reconnaissance internationale de la déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne. Nicola Sturgeon garde cependant ses distances dans la mesure où l'indépendance de l'Écosse pourrait avoir besoin du soutien de l'Espagne. Seuls les nationalistes écossais les plus exaltés, comme par exemple Rory Steel, responsable de l'organisation de jeunesse du Parti national écossais, s'étaient rendu à Barcelone pour assister au référendum du 1<sup>er</sup> octobre. Autre exemple, celui des nationalistes corses. Invité au référendum par Carme Forcadell, alors présidente du parlement de Catalogne, Jean-Guy Talamoni, président de l'Assemblée de Corse, fit adopter plusieurs motions de soutien aux nationalistes catalans et demanda expressément l'intervention de l'UE<sup>67</sup>. La presse nationaliste bretonne sert, quant à elle, de vitrine aux catalanistes, notamment « Le Peuple Breton<sup>68</sup> », dont la plupart des articles sont signés par Alà Baylac Ferrer, directeur de l'Institut franco-catalan transfrontalier de l'Université de Perpignan. Quant aux nationalistes flamands, ils sont divisés et la présence de Puigdemont à Waterloo met la Belgique dans l'embarras. Les catalanistes radicaux misent sur Charles Michel, nouveau président du Conseil européen, pour contrebalancer le rôle de Josep Borrell, Catalan anti-indépendantiste, nommé Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

De son côté, l'Espagne cherche à gagner la partie en développant une stratégie diplomatique et culturelle de remise de prix aux dirigeants européens. Ainsi, le 16 janvier 2014, José Manuel Durão Barroso (alors Président de la Commission Européenne), s'est vu attribuer le *premio europeo Carlos V*, par la *Fundació Academia Europea* de Yuste. En novembre 2017, son successeur, Jean-Claude Juncker s'est vu nommé *docteur honoris causa* de l'Université de Salamanque et récompensé par le prix Princesse des Asturies pour l'action de paix déployée par l'UE. Dans ce contexte européen peu propice, il est à prévoir une certaine érosion de la foi des nationalistes catalans dans l'Europe, ainsi qu'une division entre partisans de la sécession et défenseurs d'une voie plus pragmatique, avec un élargissement des compétences de la

---

<sup>66</sup> « Les groupes du Parlement européen refusent de débattre de la Catalogne », *Euractiv*, 23 octobre 2019 ; <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/les-groupes-du-parlement-europeen-refusent-de-debattre-de-la-catalogne/> [consulté le 17 juillet 2020]

<sup>67</sup> Par exemple, délibération n°18/093 AC de l'Assemblée de Corse portant adoption d'une motion relative à la situation en Catalogne, séance du 29 mars 2018 : [file:///C:/Users/User/Downloads/19-064%20AC%20-%20Portant%20adoption%20d'une%20motion%20relative%20%C3%A0%20la%20situation%20en%20Catalogne%20%20pd0\(1\).f](file:///C:/Users/User/Downloads/19-064%20AC%20-%20Portant%20adoption%20d'une%20motion%20relative%20%C3%A0%20la%20situation%20en%20Catalogne%20%20pd0(1).f) [consulté le 20 juillet 2020]

<sup>68</sup> Par exemple, « Alan Stivell : les prisonniers politiques catalans, un suicide pour l'Europe », *Le Peuple Breton*, 06/01/2019.

Catalogne avec ou sans modification de la constitution. De fait, le socialiste Pedro Sánchez, en minorité aux Cortès, ne peut se passer du soutien des nationalistes basques et catalans, notamment de ERC. Si celui-ci semble avoir compris que la stratégie unilatérale d'indépendance avait échoué, Carles Puigdemont continue son combat. Peut-il le gagner avec les commentaires amers qu'il fait sur l'UE, ce « club de pays décadents, obsolescents, gouverné par quelques-uns, par surcroît très liés à des intérêts économiques de plus en plus discutables et dans lequel existent deux poids deux mesures<sup>69</sup> » ? Les nationalistes catalans sont-ils toujours européens ? Peu importe, au fond ; l'essentiel est de tisser un maillage de réseaux suffisamment denses, et ce, à toutes les échelles – européenne, nationale, interrégionale – pour que la question catalane ne puisse être ignorée.

Aujourd'hui, la vocation européenne du nationalisme catalan semble davantage se réduire à une stratégie de contournement de l'État espagnol qu'à ses idéaux d'antan, ce qui a amené les principaux partis politiques à choisir un Catalan non nationaliste en tête de liste aux élections européennes de 2019. À titre d'exemple, le PSOE a choisi Josep Borrell, le PP a choisi Dolors Montserrat. Quant aux nationalistes catalans, ils se présentent divisés. D'un côté, ERC se porte candidat dans la coalition *Ahora Repúblicas* avec *Bildu* et *Bloque nacionalista gallego*. De l'autre, Puigdemont conduit la liste *Liures per Europa*. La polarisation du conflit catalan offre peu de chance à une troisième voie, celle incarnée par le PSC de Miquel Iceta, partisan du dialogue et défenseur d'une Espagne fédérale. C'est lui que le chef du gouvernement, Pedro Sanchez, avait proposé à la présidence du Sénat, ce que les nationalistes catalans de ERC, la CUP et *Junts per Catalunya* (composée de PdeCAT – nouveau nom de CiU – et de membres d'associations comme l'ANC) ont refusé. L'avenir dépendra également du résultat des prochaines élections régionales que Quim Torra souhaite repousser à plus tard, contrairement à ERC, dans un contexte où les sondages ne lui sont pas favorables. A la tête du Consell per la *República*, créé en mars 2018, Puigdemont a d'ores et déjà débuté sa campagne électorale à Perpignan, défiant les autorités espagnoles dans la Catalogne du nord<sup>70</sup>. Mais comme le souligne *La Vanguardia*<sup>71</sup> du 4 juillet 2019, Puigdemont<sup>72</sup> ne représente pas à lui seul la Catalogne – plus de la moitié des Catalans ne se prononcent pas en faveur d'une sécession et celle-ci a besoin de l'Europe.

À une autre échelle, on peut probablement lire le contentieux catalan à l'aune de la globalisation et de la frustration de Barcelone, ville-monde, qui aspire à concurrencer d'autres capitales en dehors du continent, et s'estime freinée par l'État espagnol qui lui refuse un pacte fiscal et des investissements dans les infrastructures-clés comme l'aéroport El Prat. Le nouveau statut d'autonomie réclamait en effet la gestion de l'aéroport et il n'est pas fortuit que plusieurs milliers de militants (peut-être 10 000, selon les estimations) aient envahi ses pistes, à l'instigation de *Tsunami Democràtic*, lorsque, le 14 octobre 2019, fut rendue publique la condamnation à de lourdes peines (entre 9 et 13 ans) des organisateurs du référendum d'octobre 2017. Enfin, quelles seront les conséquences du Brexit sur les nationalismes régionaux en Europe ? Ce bouleversement sera-t-il du même ordre que la chute du Mur de Berlin ? Un

<sup>69</sup> Cité par Cyril Trépier in Manuelle Peloille, Serge Buj, Cyril Trépier, *L'indépendance catalane en question...*, *op. cit.*, p. 165.

<sup>70</sup> « À Perpignan, Carles Puigdemont déplace les Catalans », *Le Monde*, 29/02/2020.

<sup>71</sup> « Catalunya y Europa », *La Vanguardia*, 4/7/2019.

<sup>72</sup> En 2020 Puigdemont quitte le PDeCAT, en raison de divergences stratégiques. Lu eurodéputé, il perd son immunité parlementaire par 400 voix contre 248 et 45 abstentions. Voir « le Parlement européen se lave les mains de la question catalane » *Libération*, 2 mars 2021.

référendum écossais favorable à l'indépendance dans l'UE ne risquerait-il pas de constituer une émulation pour les nationalistes catalans ? Plus de questions que de réponses dans une Espagne fragilisée et une Europe dont certains prédisent la fragmentation<sup>73</sup>.

---

<sup>73</sup> Frank Tétart, « Les nationalismes « régionaux » en Europe, facteur de fragmentation spatiale ? », *L'Espace Politique*, Revue [en ligne] de géographie politique et géopolitique, N°11, 2010-2, [mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 24 janvier 2019]